

Les acteurs externes au sein du conflit libyen

Des pays comme le Qatar, les Émirats ou l'Égypte ont joué un rôle tellement important en Libye que l'on parle même d'une guerre indirecte régionale.

Mary Fitzgerald

Dans le conflit qui agite la Libye depuis l'été 2014, les Libyens n'ont pas été les seuls à y participer. Il est vrai qu'il est courant de considérer les combats qui risquent de réduire à néant cet État méditerranéen comme une guerre indirecte régionale. Les acteurs externes ont joué un rôle tellement important dans le contentieux libyen que, quand Mohammed al Moubasher, dirigeant libyen du Conseil des Anciens – organisme de médiation dans cette mosaïque de conflits –, a démissionné l'année dernière, sa frustration était éloquent. « Les Libyens en guerre ne nous écoutent pas » dit-il. « Ils préfèrent écouter les appels provenant de l'extérieur ».

Le rôle des Émirats arabes unis et du Qatar

Les appels provenant de l'extérieur ne sont pas nouveaux. Bon nombre d'entre eux, en particulier la ruée entre les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar remonte à la révolution de 2011 qui a mis fin au régime de Mouammar Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans.

Pendant les révoltes contre le colonel Kadhafi, les EAU et le Qatar étaient en concurrence pour voir qui avait le plus d'influence. Ils disposaient tous les deux de leurs propres forces spéciales sur le terrain qui soutenaient différentes unités révolutionnaires avec des services de renseignement, des entraînements et des armes. À cette époque, les EAU destinaient presque tout leur soutien aux miliciens de la localité montagneuse occidentale de Zintan. L'année dernière, ces miliciens ont noué des alliances solides avec l'Opération Dignité du général Khalifa Haftar contre les groupes armés de Misrata, amazigh (ou berbères) et des mouvances islamistes armées qui composent l'alliance Aube de la Libye dominant à l'Ouest du pays.

Les EAU accueillent également diverses personnalités du monde politique et des affaires, hostiles aux Frères musulmans et alliées de l'Opération Dignité, parmi lesquelles se trouve Mahmoud Jibril, président de l'Alliance des forces nationales (AFN), le principal rival politique des Frères musulmans et d'Aref Ali Nayed, ambassadeur libyen à Abou Dhabi qui nourrit des ambitions pour occuper de hautes fonctions dans son pays.

Pendant la bataille pour l'aéroport international de Tripoli au cours de l'été 2014 – une lutte qui s'inscrivait plutôt dans le cadre d'un équilibre du pouvoir des miliciens dans la capitale –, les EAU avec l'aide de l'Égypte ont lancé des frappes aériennes contre les positions des milices de Misrata dans la ville. Cependant, ces raids n'ont pas servi à arrêter l'avancée de ce qui serait connue comme l'alliance Aube de la Libye qui dirigeait les miliciens de Zintan contrôlant l'aéroport depuis le mois d'août 2011 et qui est devenu aussi le principal pouvoir à Tripoli, partisan d'établir dans la capitale une administration autoproclamée contre le gouvernement pleinement reconnu au niveau international d'Abdullah al Thinni qui s'est enfui à l'Est du pays. Les EAU continuent à fournir des armes aux forces d'Haftar qui, orgueilleusement, les montrent sur les réseaux sociaux.

De son côté, le Qatar s'engageait en 2011 avec des personnes et des factions très variées du camp révolutionnaire. Les représentants du Qatar, souvent accusés de favoriser les islamistes dans les révoltes, ont allégué qu'ils ont soutenu des personnalités de tout l'échiquier politique, y compris celles considérées les plus libérales. Mahmoud Jibril de l'Alliance des forces nationales, par exemple, a passé la majeure partie de 2011 à Doha. Cependant, cette année-là, une grande partie du matériel du Qatar est passée par le réseau de révolutionnaires empreints d'islamisme qui se sont regroupés autour de l'imam de Doha, Ali al Sallabi, ancien membre des Frères musulmans, dont l'idéologie est toujours proche de l'organisation, ainsi que de son frère Ismail, plus radical et ancien membre du Groupe islamique combattant en Libye, aujourd'hui disparu. Les représentants du Qatar argumentent que cela était plutôt fondé sur des raisons de convenance que sur une préférence idéologique. « C'était eux qui organisaient les choses en première ligne » affirme une source du Qatar. « Il était donc logique de traiter avec eux ».

Après 2011, un bruit a couru en Libye, entretenu par des médias anti-islamistes, que le Qatar avait soutenu intentionnellement ces groupes dans le cadre

Mary Fitzgerald, journaliste et analyste spécialiste en Libye, pays sur lequel elle écrit depuis février 2011, et où elle a vécu en 2014.



Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, et son homologue libyen, Mohammed al Dairi, en conférence de presse. Le Caire, août 2015. /KHALED DESOUKI/AFP/GETTY IMAGES

d'un projet islamiste plus ambitieux, ce que les fonctionnaires du pays ont tenté en vain de nier. « Le Qatar a été échaudé dans cette affaire », déclare un diplomate occidental. « Cette perception était très difficile à éliminer ».

Cependant, il est vrai que les Qataris ont entretenu des contacts avec certains interlocuteurs comme Ali Sallabi, mais au cours de l'année dernière les relations entre lui et Doha se sont refroidies. Les liens que le Qatar a noué avec d'importants représentants de Misrata en 2011 se sont avérés déterminants en 2014 et en 2015 malgré les tensions, surtout quand Doha a commencé à plaider en faveur d'un accord politique pour mettre un terme au conflit.

Le Qatar a été accusé de soutenir des factions d'Aube de la Libye et d'envoyer des armes et de l'argent par l'aéroport libyen de Mitiga, contrôlé par des miliciens islamistes, accusations qui étaient fondamentales dans le discours d'Opération Dignité. Haftar a également accusé la Turquie de livrer des armes à ses ennemis. En juin 2014, un mois à peine après son offensive, Haftar lançait un ultimatum de 48 heures aux ressortissants de la Turquie et du Qatar pour quitter la partie orientale de la Libye, en déclarant que « tous ceux en possession d'un passeport qatarien ou turc sont des agents des services de renseignement et des consultants qui soutiennent les forces islamistes ». Plus tard, le chef des forces aériennes de Haftar menaçait d'abattre tout avion turc qui survolerait le territoire libyen, ce qui a obligé la compagnie

aérienne Turkish Airlines à suspendre tous ses vols vers le pays.

L'influence égyptienne

Depuis 2011, les EAU et le Qatar se sont immiscés dans les affaires de la Libye à plusieurs niveaux, mais personne n'a jeté une ombre aussi grande que l'Égypte sur la transition du pays au cours des deux dernières années. En juillet 2013, le renversement militaire du premier ministre égyptien démocratiquement élu, Mohammed Morsi, membre des Frères musulmans, a eu un impact sur la Libye qui se fait encore sentir aujourd'hui. Certains au sein de l'institution militaire vidée de ses membres, ainsi que des activistes anti-islamistes et des miliciens ne cachent pas qu'ils souhaitent que les événements se déroulent de la même façon en Libye. Certains d'entre eux voient en Khalifa Haftar l'homme fort militaire, l'équivalent libyen du président égyptien Abdel Fattah al Sissi.

Après ce que le gouvernement a considéré comme une tentative de coup d'État en février 2014, Haftar a rassemblé toute une cohorte hétéroclite d'unités militaires mécontentes, ainsi que des milices tribales et fédéralistes de la Libye orientale pour lancer l'Opération Dignité qu'il a qualifié de « guerre contre le terrorisme », bien qu'il était clair depuis le départ que le général avait un programme politique. Haftar et son entourage le plus proche ont brigué le soutien égyptien dès le début, en jouant avec la peur du Caire que les extrémistes envoient des armes et des combattants à travers la frontière avec la Libye. À un mo-

ment donné, le général a lancé un appel au Caire pour qu'il mette en marche « toutes les actions militaires nécessaires en Libye » pour protéger ses frontières. Les principales personnalités de l'Opération Dignité comme le chef des forces armées d'Haftar, s'étaient vantées ouvertement d'avoir reçu des munitions et du matériel militaire de l'Égypte, malgré l'embargo sur les armes de l'ONU en vigueur depuis 2011. Les forces spéciales égyptiennes ont effectué des opérations sur le terrain à l'Est de la Libye. En février 2015, les forces aériennes égyptiennes ont mené des raids dans la ville orientale de Derna, un nid d'extrémistes, suite à la décapitation de 21 Égyptiens par des combattants du groupe État islamique à Syrte, ville située à des centaines de kilomètres à l'Ouest. À la suite de ces attaques, le président Al Sissi a demandé, en vain, l'approbation des Nations unies pour intervenir militairement en Libye.

Le soutien du Caire au Parlement élu, connu comme la Chambre des Représentants, dans la ville orientale de Tobrouk, près de la frontière avec l'Égypte, a également resserré ses positions dans cette région, à tel point qu'un diplomate européen décrivait Tobrouk comme « une zone d'influence égyptienne en Libye ». De nombreux membres du Parlement et du gouvernement pleinement reconnu au niveau international du premier ministre Abdullah al Thinni font de longs séjours en Égypte. Le Caire abrite quelques médias qui défendent farouchement le mouvement Dignité, comme Karama (Dignité) TV et Libya Awalan (la Libye d'abord), chaîne de télévision détenue par Hassan Tatanaki, magnat libyen et anti-islamiste véhément, considéré comme un acteur clé du camp oriental.

Cependant, au début de 2015, de plus en plus de signes indiquent que la sympathie égyptienne pour Haftar s'est refroidie étant donné l'incapacité du général à prendre le contrôle de Benghazi, la seconde ville libyenne et l'objectif principal de son offensive. Les affrontements continuent

encore dans la ville et l'EI a profité du chaos pour s'introduire dans certains quartiers dominés par des forces d'opposition à Dignité. Entre-temps, l'alliance Dignité s'est rompue considérablement. Certains observateurs égyptiens pensent que l'incompétence et les stratégies précaires du général peuvent avoir renforcé la menace extrémiste pour le Caire au lieu de la réduire. Bien que l'Égypte n'ait pas complètement abandonné le général, elle a commencé à tendre la main vers les réseaux tribaux de la Libye orientale dans le but de tenter de garantir la sécurité.

Depuis le printemps 2015, la guerre se heurte à une certaine lassitude croissante. Ceci et le fait que plusieurs acteurs se sont rendus compte qu'une solution militaire était impossible, a conduit à soutenir plus largement la nécessité d'un accord afin de mettre un terme à la lutte pour le pouvoir politique. Il semblerait également que des acteurs externes comme l'Égypte et les EAU, tellement convaincus en 2014 que leurs alliés libyens finiraient par s'imposer, ont commencé à accepter que certains discours – principalement la division islamiste versus séculaire –, qui pourraient cadrer dans certains cas ne le font pas dans la réalité complexe de la Libye. Les changements régionaux, comme le rapprochement entre le Qatar, les EAU et l'Arabie saoudite, ont amélioré les relations entre Doha et Le Caire. Tandis que le processus de dialogue engagé par l'envoyé de l'ONU, Bernardino León, suivait son cours, le dégel des relations entre le Qatar et les EAU conduisait à des conversations extra-officielles en vue de rapprocher leurs positions sur la Libye. Si le processus de l'ONU arrive à bon port et se concrétise par la formation d'un gouvernement d'unité, il est possible que ces acteurs externes jouent un rôle plus utile pour mettre la transition de la Libye sur les rails. Mais s'il échoue, il est probable que ces acteurs récupèrent leurs anciennes positions, en armant et en finançant les innombrables factions libyennes en guerre. ■

**FONDATION AL FANAR: Traduction et analyse
du monde arabe depuis 2002**



www.fundacionalfanar.org